

N°1770

du
16 Juillet
2024



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

**NOUVEAU PARTENARIAT
BANQUE MONDIALE-TOGO** P.3
Un portefeuille de 900
milliards de FCFA sur 5 ans

* C'est une réponse au plaidoyer de Faure Gnassingbé lors de sa visite aux assemblées annuelles de la BM en octobre 2022 et réitéré lors de la visite de l'ex-Président de la Banque mondiale

PROJET WACA RESIP P.4
Revue de 22 sous-projets communautaires achevés

**PROGRAMME D'APPUI À L'AGROBUSINESS
ET AUX FINANCES PUBLIQUES** P.6
Ce qui est prévu durant les 2 phases
d'exécution du nouveau PAAFIP

EVALA 2024 EN PAYS KABYÈ

Toutes tendances confondues, ils sont tous dans les arènes

P. 2

EN PLUS...

RESPRSU/COVID-19

PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE PRÉPARATION DU
SYSTÈME ET DE LA RIPOSTE D'URGENCE À LA COVID-19
La fin

ÉCONOMIE

BUDGÉTISATION SENSIBLE AU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE
La Commission Économique pour l'Afrique (CEA) apporte son expertise

INDUSTRIE

PRODUCTION INDUSTRIELLE
La 3^{ème} baisse mensuelle de 2024, en avril

FINANCES

SITUATION DE LA MICROFINANCE AU 31 MARS 2024
Au Togo, hausse des dépôts (+4,6%) et baisse des crédits (-2,5%)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CLASSEMENT UNIRANK

L'Université de Lomé, 2^e meilleure université
francophone de l'Afrique de l'Ouest
«Une invite à l'amélioration», selon Prof. Adama Kpodar

SPORTS

FOOTBALL

Daré Nibombé nommé nouveau sélectionneur de l'équipe nationale A

*Toutes les filles et tous les fils
natifs d'une ramille kabyè se
retrouvent chaque mois de juillet
pour les cérémonies culturelles et
culturelles des filles et garçons
parés à passer à l'âge adulte.
Pendant cette période, tout le
peuple est en parfaite communion,
et c'est cela la beauté de ce rite en
pays Kabyè plus précisément dans
la préfecture de la Kozah. Cette
année, la tradition est une fois
encore respectée, sans aucune
observation religieuse, sociale,
encore moins politique. Pourtant,
le Togo sort d'une double élection
législative et régionale où toutes les
oppositions s'étaient
affrontées...avec des écarts de
langage et des heurts qui frisaient
la guerre, pendant la campagne.*



Le Président Faure E. Gnassingbé

En un clic,
payez votre
TVM par

sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg

f t i n s

EVALA 2024 EN PAYS KABYÈ

Toutes tendances confondues, ils sont tous dans les arènes

Toutes les filles et tous les fils natifs d'une ramille kabyè se retrouvent chaque mois de juillet pour les cérémonies culturelles et culturelles des filles et garçons parés à passer à l'âge adulte. Pendant cette période, tout le peuple est en parfaite communion, et c'est cela la beauté de ce rite en pays Kabyè plus précisément dans la préfecture de la Kozah. Cette année, la tradition est une fois encore respectée, sans aucune observation religieuse, sociale, encore moins politique. Pourtant, le Togo sort d'une double élection législative et régionale où toutes les oppositions s'étaient affrontées... avec des écarts de langage et des heurts qui frisaient la guerre, pendant la campagne.

Le samedi 13 juillet 2024, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé était dans son village natal, Pya, pour officialiser le début des luttes traditionnelles dans toute la préfecture. Lesquelles luttes ne constituent que le pan culturel ouvert au public de l'ensemble des cérémonies liées à cette fête traditionnelle. Car, en réalité, selon le programme autorisé, les festivités avaient commencé depuis le vendredi 5 juillet 2024 avec la descente du souverain sacrificateur, Tchodjo, des montagnes sacrées de la Kozah.

Les luttes

Evidemment, elles ont démarré dans le canton de Pya où le Chef de l'Etat, fidèle à son attachement aux valeurs traditionnelles de nos peuples, a marqué de sa présence à l'événement et prouvé une fois encore le rôle prépondérant de nos cultures dans le développement socio-économique du pays. S'il est vrai qu'il est passé lui-même par cette tradition, il est d'autant remarquable que sa présence répond de sa volonté de faire respecter nos us et coutumes. En ce sens où les luttes constituent pour tout jeune Kabyè une obligation sociale pour se responsabiliser et prendre ses marques au sein de la société.

A Pya, ce samedi, l'ambiance était chaude. Le terrain de football dressé, décoré et embelli pour la circonstance



amis étaient au tour des jeunes lutteurs pour les galvaniser.

Dès l'arrivée du Chef de l'Etat qui a présenté ses civilités à tous, les hostilités ont démarré. Tour à tour, les jeunes se présentent sur le terrain en petit groupe de quatre lutteurs pour chaque camp, chacun fait face à son adversaire du moment et l'empoignade s'engage sous les hurras, admiration et cris du public. Cherchant à terrasser son adversaire, chaque lutteur use de technique, de savoir-faire, d'endurance et surtout de malice. A la fin, l'un gagne ou les deux sont séparés partageant ainsi les points. Et ce sera ainsi pendant toute la semaine que dure ces luttes traditionnelles dans les douze (12) cantons sur quinze (15) que compte la préfecture.

Pour cette année, il a été tenu au démarrage, des quarts de finale à l'EPP

Fatou ont eu lieu en présence du ministre de l'Administration territoriale, Colonel AWADE qui a fait le même exercice au cours de la deuxième demi-finale opposant Kigbèling et Hazè+Lohou sur le terrain de l'EPP Central de Tchitchao. Egalement, à Bohou, trois quarts de finale se sont déroulés sur les terrains de l'EPP de Konzossi, de l'EPP de Tchamde et de l'EPC B de Bohou-haut.

Le lundi 15 juillet 2024, dix (10) cantons ont été à l'honneur à savoir Tchitchao, Yadè, Kouméa, Lassa, Pya, Tcharè, Lama, Soumdina, Bohou et Sarakawa. Il y a une finale à Tchitchao, deux demi-finales, deux quarts de finale, un éliminatoire, un préliminaire et cinq danses des Evala. Le Chef de l'Etat a assisté à la finale chaude bouillante de Tchitchao et aux danses de Tcharè et de Hodo.

Kpagnalada entre les Lao-Haut et les Lao-Bas, des préliminaires et éliminatoires à Sarakawa à l'EPP de Sarakawa et à Yaka sur le terrain cantonal.

Le dimanche 14 juillet, les activités avaient continué avec quatre (04) quarts de finale à l'EPP Kayadè, EPC Yadè-Sud, et Noyou, une demi-finale s'est déroulée sur le terrain de l'EPP Yadè Kayadè, tandis qu'à Tchitchao, six quarts de finale ainsi qu'une confrontation à Kasangabiyo entre Bou et

Selon le calendrier établi, le programme se poursuit ce mardi 16 juillet 2024 avec des confrontations à Lassa, Yadè, Pya, Sarakawa, Soumdina, Lama, Kouméa, Tcharè, Bohou, Tchitchao, Djamde et Landa, avec une finale à Yadè entre Yadè-haut et Yadè-Bas sur le terrain cantonal à côté du marché Koudjoukada. Le mercredi 17 juillet 2024, 19 rencontres sont prévues, avec une finale sur le terrain cantonal à l'EPP Konzossi entre

Tchouyou+Kolidè+Pyadè+Waldé et Bohou Tchamde+Bohou-haut. Le jeudi 18 juillet 2024, trois finales sont au programme: une à Pya opposant Akéi + Lao + Kioudè + Tchamde à Kadjika + Awidina+ Kodah +Pittah sur le terrain cantonal au Terrain rouge, une autre à Sarakawa entre Kpessidè +Kawa et Sara, et une troisième à Yaka entre Doufelgou et un adversaire issu d'une demi-finale. Le vendredi 19 juillet 2024, trois finales et une demi-finale sont prévues. Le samedi 20 juillet 2024, trois finales auront lieu à Tcharè, à Soumdina, avec celle surtout entre Lassa Bas et Lassa Haut sur le terrain cantonal de l'EPP Ahodo. C'est elle qui sera le clou des luttes Evala 2024.

Le dimanche 21 juillet aura lieu l'apothéose avec la danse des Evala au domicile du Chef de l'Etat à Pya et dans les cantons.

L'ambiance

Toute la préfecture de la Kozah est en ébullition depuis plus d'une semaine déjà. Les activités commerciales ont presque doublé. Les prix ont chuté de presque la moitié. Il y a la promotion partout. Les grands commerçants ont déversé dans tous les cantons les agents commerciaux professionnels ou amateurs pour écouler au plus tôt leurs marchandises. Les commerçants intermédiaires utilisent d'autres approches pour ne pas être victimes de ce marketing direct pratiqué par leurs fournisseurs. Ils descendent aussi dans la rue avec des soldes «impropres (fausses)». Kozah est donc devenu pour ce mois une plaque tournante commerciale avec un flux impressionnant de commerçants et de clients.

La préfecture attend près de 500.000 visiteurs venus de divers horizons parmi lesquelles des commerçants, des touristes, des journalistes, des natifs du milieu vivant à l'étranger et autres. Cette surabondance humaine est justifiée en partie par le plein de tous les hôtels, résidences d'hôtes et de logements. Très vite, s'installe une pénurie de chambres. Ainsi les autochtones n'ont pas hésité à ouvrir leur maison pour une location circonstancielle. Malgré cela, des visiteurs ont accepté de loger dans des préfectures voisines comme Assoli, Bassar, Binah ou Doufelgou pour venir vivre les événements dans la journée et y retourner le soir. Mieux, d'autres sont devenus des colocataires de la même chambre, question de pouvoir se doucher et poser sa tête la nuit. Pendant tout le temps que durera la fête, la population profitera de ce temps de vache grasse pour arrondir ses finances.

Partout, les nuits sont longues. Tous les soirs, il y a des animations, des concerts et des jeux. Les artistes y viennent prêter en live au grand bonheur des

visiteurs dans les différents lieux érigés en cites de réjouissance et d'affaires. A la foire, c'était un moment de marketing direct où plusieurs sociétés de renom ont pris des stands pour mettre en exergue leur savoir-faire et leurs produits. La LONATO par exem-

ment désormais tous les jours autour des terrains de luttes. Les nourritures locales, les boissons locales, s'y vendent avec beaucoup de facilité.

Les Evalas pour rassembler

Un jeune homme d'une vingtaine d'années à peu près a attiré notre at-



ple, en a profité pour ouvrir la vanne sur ses nouveaux produits, en l'occurrence LOTO MATINAL, les deux tirages journaliers, le pari à partir de 100 f, le paiement des gains 5 minutes après le tirage, etc. A côté de son stand se trouvait la cave le Métro qui a mis sur le marché une bière, Castro, en 5,7% et 10% d'alcool avec du jus d'une qualité très appréciée. Pratiquement, toutes les méga-sociétés de Lomé ont effectué le déplacement de Kara. Leurs commerciaux y sont en grand nombre. C'est compter également sans les PME et PMI qui sont aussi rentrées dans la danse avec des propositions très alléchantes. Des écoles privées, de formations techniques et professionnelles mettent également à profit la période pour se vendre. Plusieurs kilos de prospectus, d'affiches et de flyers se distribuent.

Le déplacement de tout ce que le pays comporte comme crème de notre économie en valait la peine du fait que les Evalas constituent aujourd'hui un carrefour du business et que ceux qui y croient gagnent aussi bien en notoriété que financièrement. En tout cas, c'est beaucoup de logistiques qu'on y déploie avec des objets de communication tels que les parasols, les oriflammes, les parapluies... Cela permet aussi d'embellir les stades et les lieux de festivités. Le Chef de l'Etat peut y arriver.

Depuis le début des solennités, beaucoup de bars, de VIP et de boîtes de nuit ouvrent tous les jours et l'ambiance festive s'y ressent partout. Les restaurants trouvent aussi des atteroupements jusque tard dans la nuit.

Sans oublier que les marchés s'ani-

ment sur un fait particulier à l'ouverture de ces luttes traditionnelles. Il racontait avoir retrouvé parmi les spectateurs sous les appâtèmes officielles un monsieur qui leur disait pendant la campagne électorale de ne jamais être proche des dirigeants, car, ils ne leur apporteront rien dans leur vie. Pour lui, le retrouver assis à côté de ces dirigeants aujourd'hui signifie qu'il est un faux. La réplique lui a été donnée par un homme plus âgé qui soutient qu'aux Evalas, personne ne regarde ça. Plutôt, c'est le lieu de taire les divergences politiques et de se mettre en communion avec les autres pour faire évoluer les choses. Les discussions ont été très loin. Certains disaient même qu'il y a des gens qui ont combattu le parti au pouvoir UNIR et qui sont encadreurs des jeunes lutteurs, il y a d'autres dont les enfants luttent en âge 1, 2 ou 3. Tout ceci se disait avec des exemples palpables. Plus est, un autre a raconté que l'ancien chef du canton de Lama est un farouche opposant à Feu Gnassingbé Eyadéma, mais il contribuait énormément aux cérémonies des fêtes traditionnelles dans la préfecture. Aussi, assistait-il à toutes les réunions préparatoires qui se tenaient parfois au domicile du Président Eyadéma.

Cette séquence est illustratrice de ce que représentent les luttes Evala au peuple Kabyè. Opposants comme partisans, toutes les tendances se retrouvent autour de cette fête traditionnelle dont l'importance est au-dessus des clivages politiques ou autres. Tout comme le football, les Evala constituent un moment de réjouissance, d'amour et de cohésion.



étaient très restreint pour contenir la foule massée depuis l'entrée du domicile du Chef de l'Etat jusqu'à l'enceinte du terrain. Plusieurs autorités administratives, religieuses, militaires, des natifs de la Préfecture vivant à l'étranger ou ailleurs sur le territoire national, des touristes, des journalistes et des curieux étaient présents pour admirer le spectacle. De l'autre côté, plusieurs groupes folkloriques, associations, des accompagnateurs des lutteurs, des encadreurs et bien sûr des parents et

CINÉMA

"Les sorcières de l'Orient", un film-documentaire projeté à l'IFT ce 19 juillet

L'Institut français du Togo, IFT, projette ce mercredi 17 Juillet à 19h sur sa légendaire scène Jimi Hope un film très passionnant du français Julien Faraut mettant en scène une équipe féminine japonaise de volley-ball dans les années 60, "Les sorcières de l'Orient".

Julien Faraut est un réalisateur français né en 1978 à Colombes. Après des études de cinéma à l'Université Paris-Nanterre, il devient responsable des archives 16 mm liées au sport de l'INSEP où il commence à réaliser des portraits d'anciens entraîneurs. Il signe des courts et longs métrages documentaires consacrés au sport de haut niveau, dont L'Empire de la perfection qui a été présenté notamment au Festival du film de Londres 2018 et au festival Cinéma du réel la même

année. En 2021, il sort Les Sorcières de l'Orient, documentaire consacré aux volleyeuses de l'équipe japonaise des années 1960.

Les sorcières de l'orient, c'est un documentaire qui raconte une belle histoire japonaise. Alors que le Japon a été rasé par les bombardements et veut se relever d'une défaite humiliante, Tokyo, la capitale signe son grand retour sur la scène internationale avec l'organisation des JO (jeux olympiques). Dans cet effort de redresse-



ment, un groupe de jeunes ouvrières connaît un destin hors du commun. Après le travail, elles s'entraînent dans les conditions les plus rudes pour se hisser au sommet du

volley mondial. Bientôt surnommées "Les Sorcières de l'Orient", elles deviennent le symbole du miracle japonais. Leur histoire nourrira la pop culture durant des générations...



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D. Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

NOUVEAU PARTENARIAT BANQUE MONDIALE-TOGO

Un portefeuille de 900 milliards de FCFA sur 5 ans

* C'est une réponse au plaidoyer de Faure Gnassingbé lors de sa visite aux assemblées annuelles de la BM en octobre 2022 et réitéré lors de la visite de l'ex-Président de la Banque mondiale

Approuvé par le Groupe de la Banque mondiale, le nouveau Cadre de partenariat avec le Togo (Country Partnership Framework-CPF), en lien avec l'accord de la dérogation spéciale pour l'accès du pays au guichet de prévention et de résilience, vient d'être lancé à Lomé. C'est une réponse au plaidoyer fait par le Président de la République Faure Gnassingbé lors de sa visite aux assemblées annuelles de la Banque mondiale en octobre 2022 et réitéré lors de la visite de l'ex-Président de la Banque mondiale.

Eric J.

Un nouveau cadre de partenariat

Le Groupe de la Banque mondiale a donc répondu favorablement à la demande des autorités togolaises de soutenir plus fortement la feuille de route gouvernementale avec des programmes structurants et une enveloppe de plus de 900 milliards de FCFA pour les cinq prochaines années. Il s'articule autour de 3 Axes stratégiques : Plus d'emplois de qualité dans le secteur privé (Améliorer la productivité agricole et certaines chaînes de valeur agro-industrielles, Accroître la compétitivité des corridors routiers et de la logistique, Améliorer l'accès à une énergie fiable et durable) ; Améliorer le Capital Humain (Améliorer la qualité des services d'éducation et de santé, Renforcer la protection sociale et l'inclusion économique des personnes pauvres et vulnérables) ; Promouvoir un développement territorial inclusif et résilient (Améliorer l'accès aux infrastructures et services socio-



économiques résilients, Renforcer la résilience aux crises des populations vulnérables, déplacées et touchées par les conflits). Une quinzaine de projets sont déjà actifs et six (6) sont en préparation.

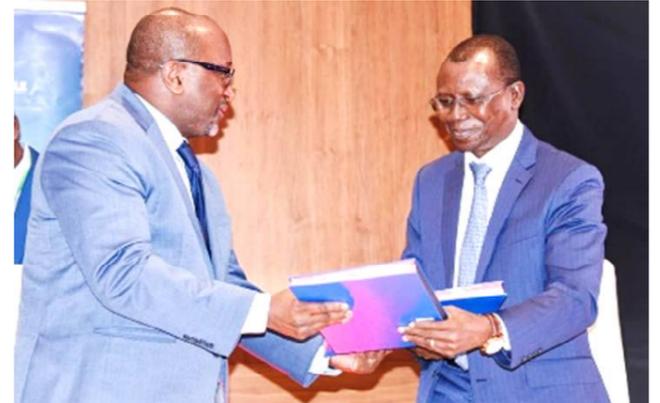
Cet accord est le fruit des efforts de réformes structurelles du gouvernement au cours des dernières années, depuis l'adoption du cadre de partenariat précédent en 2017. Ces réformes incluent l'amélioration du climat des affaires, la progression remarquable du Togo dans l'indice CPIA de la Banque mondiale, indice qui mesure l'évaluation des politiques et des institutions. « C'est aussi une reconnaissance de la stratégie de prévention et de résilience du gou-

vernement qui dès le début de la crise sécuritaire, a pris l'ampleur du problème et développé un programme d'urgence pour la résilience avec un volet économique très important », relève la Banque Mondiale. Ce programme, soutenu par les partenaires techniques et financiers, a plus tard, été étendu à l'ensemble du pays et est devenu Programme d'Urgence pour le Renforcement de la Résilience et de la Sécurité des Communautés.

Il est à signaler que le nouveau cadre de partenariat intervient dans un contexte macroéconomique international complexe et incertain, marqué par le durcissement des politiques monétaires et le renchérissement du

coût du financement. Cet accroissement du portefeuille est à l'image des performances du Togo sur le plan économique ces dernières années. Les perspectives pour l'année 2024 prévoient une croissance de 6,6%, plaçant ainsi le Togo parmi les 20 économies du monde qui devraient connaître les taux de croissance économique les plus élevés en 2024. « Le succès de ce nouveau cadre de partenariat pays, j'en suis convaincu, nécessitera de notre part des mesures fortes en matière de qualité de la dépense et de consolidation fiscale », a réitéré le ministre de l'économie et des finances.

300 millions de dollars de financement



A l'occasion du lancement du nouveau cadre de partenariat entre la Banque mondiale et le Togo, les deux parties ont procédé à la signature de deux nouveaux accords de financement et un additionnel.

Les nouveaux financements portent en premier lieu, sur le Projet de développement inclusif grâce à l'accès à l'électricité pour un montant de 200 millions de dollars. Il aidera à renforcer l'approvisionnement en énergie électrique, à travers la construction de lignes de transmission de 161kV pour permettre à plus de 1,5 millions de personnes de bénéficier d'un meilleur accès à l'électricité, principalement dans les zones rurales. De plus, il contribuera à renforcer les capacités institutionnelles et les performances du secteur, et réduire les émissions de gaz à effet de serre en facilitant l'expansion des énergies renouvelables.

Aussi, un financement pour le Programme de renforcement du secteur public pour la prestation des services de 75 millions de dollars pour améliorer la gestion des ressources humaines et des finances publiques. « Axée sur la performance, il aidera notamment à moderniser l'administration publique, améliorer la digitalisation de la collecte des recettes fiscales, favoriser l'augmentation des paiements numériques, ainsi que des dépenses liées à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique », fait-on savoir.

Pour le Projet de cohésion sociale des régions nord du Golfe de Guinée (COSO), en cours de mise en œuvre dans la région des Savanes et qui donne déjà des résultats satisfaisants, un financement additionnel de 23 millions de dollars a été alloué pour renforcer les actions et soutenir davantage le programme national d'aide aux réfugiés et leurs communautés hôtes dans la partie septentrionale du pays.

Le COSO apporte une réponse à la fragilité croissante dans le nord et d'autres régions du pays, en promouvant le développement conduit par les communautés, indique la Banque mondiale. « Cet accroissement du portefeuille du Groupe de la Banque mondiale est à l'image des performances du Togo sur le plan économique ces dernières années. Les perspectives pour l'année 2024 prévoient une crois-

sance de 6,6%, plaçant ainsi notre pays parmi les vingt économies du monde qui devraient connaître les taux de croissance économique élevés en 2024 » a renseigné Sani Yaya, le ministre de l'économie et des finances.

Poursuivre les réformes pour capter plus de financement

Pour la Banque mondiale, la mise en œuvre de ce nouveau partenariat va nécessiter une approche différente : un sens de l'urgence, des réformes structurelles plus importantes, un renforcement accéléré et plus important des capacités institutionnelles notamment dans les domaines complexes de l'énergie et des transports, et enfin une plus grande attention sur la gouvernance et la qualité de la dépense.

Les défis à relever sont donc d'accélérer les réductions de la pauvreté, de réduire les disparités entre les milieux urbains et ruraux, d'amener la jeunesse à avoir des qualifications qui puissent permettre d'accompagner la croissance économique, prendre en compte le défi du changement climatique.

Madame Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, Gouverneur du Togo auprès de la Banque mondiale, a relevé que le nouveau cadre de partenariat, est la résultante de la diplomatie économique active du Président de la République et des performances notables obtenues grâce aux réformes engagées dans différents secteurs. « Cette alliance (avec la Banque mondiale, ndlr) qui confirme à suffisance notre choix stratégique, de centrer le développement de notre pays sur l'humain, est toute particulière en ce sens qu'elle a en son cœur, la vision pragmatique du chef de l'Etat, une vision axée sur la création de l'emploi décent ; bien que cela semble être un défi, il n'est toutefois pas insurmontable », a-t-elle déclaré.

Sandra Johnson a lancé un appel au secteur privé afin qu'il fasse preuve d'innovation et de rigueur dans la mise en œuvre des projets qui leur seront confiés. L'emphase sera mise sur les secteurs porteurs de l'économie togolaise, notamment l'agriculture, moteur de la croissance, créatrice de richesse.

SITUATION DE LA MICROFINANCE AU 31 MARS 2024

Au Togo, hausse des dépôts (+4,6%) et baisse des crédits (-2,5%)

Late Pater

Au premier trimestre 2024, le Togo est la première place haussière au niveau des dépôts collectés par les institutions de microfinance au sein de l'Union monétaire ouest africaine (UMO). D'après la situation de la microfinance publiée hier 15 juillet 2024 par la Banque centrale (Bceao), globalement, l'encours des dépôts collectés par les institutions de microfinance s'est accru de 64,5 milliards de francs Cfa (soit +2,8%) par rapport au quatrième trimestre 2023, pour s'établir à 2.356,4 milliards de francs Cfa. En glissement annuel, cela donne une augmentation de 16,4%. La hausse trimestrielle des dépôts a été observée au Togo (+17,8 milliards de francs Cfa, +4,6%), au Bénin (+15,3 milliards de francs Cfa, +8,7%), au Burkina (+12,5 milliards de francs Cfa, +2,9%), au Sénégal (+9,6 milliards de francs Cfa, +1,8%), en Côte d'Ivoire (+6,1 milliards de francs Cfa, +1,1%), au Mali (+3,7 milliards de francs Cfa, +2,4%) et en Guinée-Bissau (+2,4 millions de francs Cfa, +14,6%). En revanche, une baisse est notée au Niger (-479,0 millions de francs Cfa, -1,6%). A fin décembre 2023, pendant que cinq pays de l'Union avaient enregistré une baisse dans les dépôts collectés, le Togo avait connu une hausse (+1,8 milliard de francs Cfa, +0,5%). Tout comme le Sénégal (+15,5 milliards de francs Cfa, +2,9%) et la Guinée-Bissau (+834,5 millions de francs Cfa, +1,0%). Au 31 mars 2024, l'épargne mobi-

lisée par les systèmes financiers décentralisés (SFD, communément microfinance) a été constituée à hauteur de 45,9% par les hommes, 25,6% par les femmes et 28,5% par les groupements (groupe constitué en moyenne de dix (10) membres ou clients, solidairement responsables). S'agissant de la structure par terme, les dépôts à vue sont prépondérants avec une part de 55,0% du total de l'épargne collectée. Les dépôts à terme et les autres dépôts constituent respectivement 23,7% et 21,3%. Le montant moyen des dépôts par client est ressorti à 127.746 francs Cfa à fin mars 2024, en hausse par rapport au trimestre précédent (+1,6%), reflétant une augmentation plus rapide des dépôts (+2,8%) par rapport au nombre des clients (+1,2%) au cours de la période sous revue. En comparaison à son niveau de fin mars 2023 (119.697 francs Cfa), il a progressé de 6,7%. Et l'épargne mobilisée par le secteur de la microfinance de l'UMO représente 5,2% de celle collectée par les établissements de crédit de l'Union, à l'instar du trimestre précédent.

Parallèlement, l'encours des crédits octroyés par les SFD de l'UMO a connu une baisse de 72,6 milliards de francs Cfa (soit -2,8%) par rapport à octobre-décembre 2023, pour s'établir à 2.515,4 milliards de francs Cfa. Toutefois, en glissement annuel, il a enregistré une progression de 15,9%. Ce repli trimestriel de l'encours des crédits a été constaté dans tous les pays de l'Union, sauf le Sénégal

(+7,9 milliards de francs Cfa, +1,1%). Dans les autres Etats, la situation se présente commesuit : Bénin (-28,9 milliards de francs Cfa, -10,9%), Côte d'Ivoire (-25,0 milliards de francs Cfa, -3,9%), Mali

(-11,6 milliards de francs Cfa, -5,5%), Togo (-9,2 milliards de francs Cfa, -2,5%), Burkina (-4,6 milliards de francs Cfa, -1,2%), Niger (-1,1 milliard de francs Cfa, -8,8%) et Guinée-Bissau (-400,0 mille francs Cfa, -2,6%). Cette baisse généralisée s'explique par un phénomène saisonnier, caractérisé par une contraction de la consommation des populations après les importantes dépenses réalisées pendant les fêtes de fin d'année. A fin 2023, la hausse trimestrielle des crédits au Togo avait atteint 22,5 milliards de francs Cfa (soit +6,5%).

Les crédits accordés par les SFD sont constitués à 51,9% de concours à court terme. Les prêts à moyen et long terme représentent respectivement 29,6% et 18,5% du total de l'encours des crédits à fin mars 2024. La clientèle masculine des institutions de microfinance a bénéficié de 49,5% des crédits octroyés, tandis que les femmes et les groupements ont respectivement représenté 24,1% et 26,4% des concours accordés. Le montant moyen des crédits octroyés par client est ressorti à 136.365 francs Cfa à fin mars 2024, en baisse par rapport au trimestre précédent (-4,0%), en lien avec le recul de l'encours des crédits. Toutefois, en glissement annuel, un accroissement de 6,2% est noté. Pour

l'ensemble du secteur de la microfinance, l'encours des crédits octroyés au 31 mars 2024 représente 7,1% de celui des établissements de crédit de l'Union, après 7,4% au trimestre précédent.

Au premier trimestre 2024, la qualité du portefeuille de crédits des SFD s'est détériorée, résultant de la conjugaison de la hausse des créances en souffrance (+30,6 milliards de francs Cfa, +19,1%) et de la baisse des crédits (-72,6 milliards de francs Cfa, -2,8%). Le taux brut de dégradation du portefeuille s'est établi à 7,6% contre 6,2% à fin décembre 2023, pour une norme maximale de 3,0%. En mars 2023, ce taux était estimé à 6,9%. Toujours au cours des trois premiers mois de l'année en cours, il est noté 9 institutions de microfinance sous administration provisoire, comme au 4^e trimestre 2023. Ces structures sont réparties comme suit : 1 au Bénin, 1 au Burkina, 1 en Côte d'Ivoire, 1 au Mali, 3 au Niger et 2 au Togo. Le nombre de SFD dans l'UMO n'a pas aussi évolué entre les deux trimestres, soit 536. Les institutions de microfinance de l'Union desservent 18.446.312 clients à travers un réseau de 4.962 points de service répartis dans les Etats membres de l'Union. Une année plus tôt, le nombre de bénéficiaires était de 16.906.460 clients pour 4.616 points de service.

Dans l'Union, la maîtrise du risque de crédit demeure un des principaux défis pour consolider les acquis.

BUDGÉTISATION SENSIBLE AU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

La Commission Économique pour l'Afrique (CEA) apporte son expertise

F. Woussou

Il est question d'un atelier d'appui technique à l'intégration du dividende démographique dans le budget 2025 au Togo.

Il s'agira donc d'intégrer la budgétisation sensible au dividende démographique dans le DBSG 2025. Parler de dividende démographique, revient à considérer ce terme comme étant un levier de développement, qui offre une opportunité unique pour accélérer la croissance économique et améliorer le bien-être des populations. En intégrant les considérations démographiques dans la programmation budgétaire, le Togo s'engage à maxi-



miser les avantages potentiels qu'une population jeune et dynamique peut apporter à son économie. Cependant, il est crucial de reconnaître que cette démarche ne peut être pleinement efficace sans une approche sensible au genre. En effet, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles sont des éléments indispensables pour réaliser le dividende démogra-

phique. C'est pourquoi le processus de budgétisation sensible au genre constitue une porte d'entrée stratégique pour atteindre les objectifs de développement durable.

Pour rappel, il importe de préciser que notre pays le Togo s'est engagé depuis 2021 dans l'opérationnalisation de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG), suite au renforcement de plu-

sieurs réformes légales et politiques lancées dès 2010 avec la SCAPE. Avant ces réformes, l'État togolais a souscrit à des engagements internationaux et entrepris des actions nationales dont la création, par décret n°2008-094/PMRT du 13 juin 2008 des cellules focales genre au sein de tous les départements ministériels. La feuille de route (FDR) 2020-2025, référentiel national de développement des résultats de la SCAPE, accorde également une place importante à la question du genre à travers son axe stratégique 1, intitulé : « renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix ».

Il faut dire qu'à l'instar des autres pays de l'Afrique de l'Ouest, la population togolaise est majoritairement jeune. Les estimations de l'Institut national de la statistique et des études économiques démographiques (INSEED) sur la base des résultats du dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5, novembre 2022) suggèrent que les jeunes de moins de 15 ans et 25 ans représentent respectivement plus de 37,5% et 59%.

Les femmes représentent 51,3% de la population togolaise. Le taux de dépendance démographique est estimé à 75% (INSEED, 2022), ce qui signifie que 100 adultes en âge de travailler prennent en charge 75 personnes dépendantes, c'est-à-dire des jeunes de moins de 15 ans et/ou des personnes âgées de plus de 65 ans.

La budgétisation sensible au dividende démographique (BSDD) est un outil d'analyse et de plaidoyer en faveur d'une politique budgétaire favorable à l'investissement durable dans le secteur de l'éducation, de la santé et de l'autonomisation des femmes ; et la budgétisation sensible au genre (BSG) consiste à appliquer l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes au volet financier des politiques publiques. Ainsi, les méthodologies de budgétisation sensible au genre et celle de budgétisation sensible au dividende démographique se renforcent mutuellement.

Conscient du fait qu'aucune œuvre humaine n'est parfaite et que l'amélioration perpétuelle des règles édictées dans la gestion des finances publiques où la mise en œuvre rigoureuse de certaines réformes sont essentielles au développement et à la croissance d'un pays, l'idée de la réa-



lisation de cet atelier d'appui technique à l'intégration du dividende démographique dans le budget 2025 au Togo s'avère une nécessité comme l'a indiqué à l'ouverture ce matin le Directeur Général du Budget et des Finances (DGBF) monsieur ANAKPA Essokiza : « En effet, alors que le dividende démographique repose sur les structures générationnelles et met en avant les relations entre les âges productifs et les âges de dépendance, l'approche du dividende de genre permet d'intégrer la contribution du travail rémunéré et surtout non rémunéré des femmes (dans la sphère domestique en particulier), ainsi que leur niveau de productivité dans la croissance économique et le développement ».

Selon le Directeur Général du Budget et des Finances (DGBF) : « la prise en compte du dividende démographique dans la budgétisation sensible au genre est une approche qui peut permettre aux gouvernements de mieux adapter les objectifs de la politique en faveur de l'égalité par une meilleure allocation des ressources budgétaires dédiées. La budgétisation sensible au dividende démographique (BSDD) ne consistant pas ipso facto à une augmentation de l'enveloppe budgétaire totale, mais plutôt en une réallocation efficiente des ressources disponibles, l'adoption de cette approche en matière de gestion budgétaire permettrait au Togo d'accélérer la capture du dividende démographique. Toutes ces actions démontrent la volonté et l'engagement sans cesse renouvelés de l'Etat à œuvrer et à encourager les actions en faveur du genre. Pour une bonne mise en œuvre du processus de budgétisation sensible au genre, le ministère de l'économie et des finances (MEF) avec l'appui du FMI s'est muni d'une feuille de route dont le but est la couverture progressive du champ de tous les ministères et institutions en budgétisation sensible au genre (BSG), et le présent atelier se veut être le cadre de prise en compte de l'approche du dividende démographi-

que dans le projet de document budgétaire sensible au genre de l'exercice 2025. Je tiens à remercier nos partenaires techniques et financiers en particulier la CEA pour leur soutien constant et leur engagement à nos côtés dans cette noble mission. Votre collaboration est précieuse et indispensable.

Nos remerciements vont également à madame le Conseiller résident du FMI auprès de monsieur le Ministre de l'économie et des finances pour son encadrement technique et à tous les acteurs motivés pour cette cause ».

Pendant deux jours les participants essayeront de mieux :

- Comprendre le concept de dividende démographique ;
- Comprendre la budgétisation sensible au dividende démographique ;
- Maitriser le lien existant entre la budgétisation sensible au genre (BSG) et la budgétisation sensible au dividende démographique (BSDD) ;
- Intégrer l'approche de la budgétisation sensible au dividende démographique dans le document budgétaire sensible au genre 2025.

La maîtrise des concepts relevés reste et demeure le bien fondé de cet atelier au cours duquel plusieurs autres orateurs et non des moindres, madame la Directrice du Bureau Sous Régional pour l'Afrique de l'Ouest de la Communauté Économique pour l'Afrique (CEA) ainsi que le représentant de la Représentante Résidente de UNFPA au Togo ont également salué la tenue car tous persuadés que la budgétisation sensible au dividende démographique est une stratégie clé pour transformer les potentiels démographiques en avantages réels pour la société. Enfin les thèmes doivent être abordés au cours de cet atelier avec les mêmes ardeurs et abnégations en vue de permettre aux États en général et au Togo en particulier de disposer d'un document dont la qualité refléterait l'ensemble des actions mises en œuvre dans nos pays.

Source : Ministère de l'Économie et des finances

PROJET WACA RESIP

Revue de 22 sous-projets communautaires achevés

Eric J.

Selon l'UGP, beaucoup de résultats ont été enregistrés. « Il s'agit des forages équipés de solaire au profit des communautés, des reboisements, l'aménagement des forêts communautaires et parcs, l'assainissement avec la construction des latrines dans les ménages et écoles, l'installation des plateformes multifonctionnelles, les unités de transformation pour les activités génératrices de revenu, la construction des directions ainsi que plusieurs acquisitions de matériels roulant, de maraichage puis l'ouverture de piste », fait-on savoir.

Ayidoté Sossou, maire de Haho 2, dont la commune abrite le parc de Togodo, s'est réjoui de l'exécution de son sous-projet de l'aménagement de la forêt de Togodo. « Cet aménagement facilite la surveillance du parc aux forestiers et écogardes contre les braconniers et les carbonisateurs, ceci grâce à la piste tracée par WACA. A cela s'ajoute l'octroi des géniteurs aux ménages, un plus pour l'élevage familiale », a-t-il témoigné. Un "success story" également du côté de la localité de Afito, bénéficiaire d'une plateforme



Le coordonnateur de WACA Togo (à droite) et le Chef de projet WACA Togo (au milieu)

multifonctionnelle, dont le moulin a pu rapporter déjà aux femmes, plus de deux cent mille (200 000) FCFA en deux mois d'exercice. Un appel a été lancé pour que les équipements acquis et non utilisés le soient puisqu'ils vont générer des ressources financières, profitables à tous les bénéficiaires.

En termes de leçons apprises, on peut noter la cohésion dans les communautés, l'intérêt, l'adhésion et l'appropriation des activités du sous-projet, le renforcement des capacités dans divers domaines, bref une volonté et une prise de conscience des communautés à la gestion durable des acquis se font ressentir partout.

Dépendant, l'UGP a relevé des dysfonctionnements au niveau de la mise en œuvre de certains sous-projets : équipements fournis qui ne marchent pas, cessation des travaux avec des mesures de résiliation de certains marchés et autres. « Sur ces défaillances constatées, l'UGP a déjà trouvé des solutions. Elle

compte regrouper tous les marchés et faire des lots selon les domaines, puis lancer les marchés afin d'éliminer les prestataires incompetents », informe-t-on.

La Banque mondiale a exhorté les entreprises, dont les contrats ne sont pas résiliés, de s'activer pour achever leur travail dans les règles de l'art et dans les délais qui leur sont impartis. Elle a demandé à l'UGP et aux ONG de poursuivre l'accompagnement d'autant que les sous-projets sont mis en œuvre pour améliorer le quotidien des communautés et cet objectif doit être atteint partout où il en existe.

Lors de cette revue, les participants ont partagé leurs expériences sur la gestion de la transhumance, la clé de répartition des bénéfices issus des AGR. « Sur ce point précis et pour une cohésion des communautés, chaque AGR aura une charte de gestion, celle-ci est en cours d'élaboration », confie l'UGP.

Sur l'ensemble des quarante-deux (42) sous-projets, voici les vingt-deux (22) sous-projets démarrés en 2020 et 2021 sont arrivés à échéance le 31 décembre 2023:

Appui à la gestion durable du complexe des mares aux hippopotames d' Afito ; Réduction de la vulnérabilité aux inondations et renforcement de la résilience économique des ménages dans le Canton d'Akoumapé ; Appui à l'assainissement de la plage de Lomé ; Projet de restauration et gestion durable de la Biodiversité des zones humides du Lac Boko/Zowla ; Appui à la gestion intégrée des écosystèmes du Chenal de Gbaga ; Appui à la réduction des risques d'inondation dans le village d'Edoh Wokui Copé ; Appui à la mise en œuvre du Plan d'Aménagement et de Gestion de la forêt sacrée Godjé-Godjin ; Projet de gestion durable des déchets solides et liquides dans la Commune d'Aného ; Appui à la gestion durable et participative de la forêt communautaire de Nyamessiva ; Appui à la conservation de la biodiversité du complexe d'aires protégées de Togodo.

Projet de sécurisation berges de l'île Guin dans la commune des lacs ; Appui aux femmes transformatrices de noix de palmiste dans le village de Mone-Katihoe ; Appui à la restauration des berges du fleuve Zio : cas

des villages de Tonoukouti et Fidokpui ; Renforcement de la résilience des communautés d'Ando Apédomé face aux inondations par l'aménagement et la restauration des galeries de la rivière Klikpa dans le canton d'Ando, Préfecture de l'Avé ; Poursuite de la Sauvegarde du Patrimoine Naturel et de la Restauration de la Biodiversité dans les Bassins du Lac Zowla ; Appui à la restauration des berges du fleuve Zio dans le canton de Bolou (1er sous-projet) ; Appui à la restauration des berges du Zio dans le canton de Bolou (2ème sous-projet) ;

Appui à la mise en œuvre du plan de gestion de la rivière Zio ; Aménagement du site intérieur du jardin botanique de l'Université de Lomé et de son aire d'extension à Kovié, Préfecture de Zio ; Appui à la sauvegarde et à la restauration des berges du fleuve Zio dans les villages de Fidokpui, Gblinkope, Dikame et Tonoukouti, Hlankope et Gbamakope ; Projet de recherche développement sur le reboisement du Pterocarpus erinaceus, Poir dans la zone du littoral ; Conservation et gestion participative du Lac Elia dans la réserve de biosphère frontalière du Mono.

CLASSEMENT UNIRANK

L'Université de Lomé, 2^e meilleure université francophone de l'Afrique de l'Ouest

«Une invite à l'amélioration», selon Prof. Adama Kpodar

Late Pater

Communiqué, le 12 juillet 2024 – L'African University Ranking (UniRank), un organisme basé en Afrique du Sud, réputé dans l'évaluation des universités, a rendu public, son classement des meilleures universités africaines, pour le compte de l'année 2024. Ce classement positionne l'Université de Lomé parmi les 100 meilleures universités en Afrique, la hissant à la 98^e place. Il reconnaît par la même occasion, à notre institution,

le statut de 2^e meilleure université francophone de l'Afrique de l'Ouest.

La Présidence de l'Université de Lomé prend bonne note du classement d'UniRank, basé sur des critères pertinents. Elle salue l'ensemble des acteurs de la communauté universitaire, enseignants-chercheurs, personnel administratif, technique et de service, étudiants, dont les efforts et les implications au quotidien, contribuent au rayonnement de notre temple du savoir.

L'Université de Lomé exprime sa

reconnaissance au gouvernement pour l'attention toute particulière et l'accompagnement dont elle fait l'objet dans l'accomplissement efficace de sa mission d'enseignement, de formation et de recherche. Elle considère le classement d'UniRank comme une invite à l'amélioration soutenue de ses offres et services pour le développement des communautés.

Le Président, Professeur Adama Mawulé Kpodar

FOOTBALL/

Daré Nibombé nommé nouveau sélectionneur de l'équipe nationale A

La Fédération Togolaise de Football (FTF) a annoncé lundi la nomination de Daré Nibombé en tant que nouveau sélectionneur de l'équipe nationale de football du Togo. Cette décision fait suite au départ de Paulo Rebelo Duarte, qui avait renouvelé son contrat en octobre 2023.

Hervé A.

Après la démission de Paulo Duarte le 21 juin dernier, le Togo a enfin trouvé son nouveau sélectionneur. Il s'agit de Nimboré Daré, officiellement nommé ce lundi 15 juillet par la Fédération Togolaise de Football (FTF). Nibombé Daré, ancien défenseur international des Éperviers, a été choisi parmi un groupe de candidats togolais. Après une évaluation rigoureuse, c'est finalement Daré qui a été retenu pour diriger les Éperviers.

Le contrat de Paulo Rebelo Duarte avec la FTF, initialement prévu pour courir jusqu'à la fin des qualifications de la CAN 2025, a été résilié le 20 juin par ce dernier, suite à l'activation de clauses contractuelles spécifiques. Durant son mandat, Duarte a dirigé les Éperviers lors de 23 matchs, enregistrant un bilan de 6 défaites, 7 victoires et 10 nuls. En matchs officiels, son bilan se compose de 4 victoires, 7 nuls et 5 défaites, tandis qu'en matchs amicaux, il a obtenu 3 victoires, 3 nuls et 1 défaite. Son taux de réussite s'élève à environ 44,93 %, un résultat jugé honorable mais insuffisant par la FTF.



"Le départ de Duarte a créé une situation d'urgence pour l'équipe nationale, nécessitant la recherche rapide d'un nouveau leader capable de guider les Éperviers vers de nouveaux succès, notamment la qualification pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations Maroc 2025. Les éliminatoires de cette compétition débuteront en septembre prochain", a déclaré le Col. Kossi Akpovy, Président de la FTF.

Après avoir consulté le ministère des Sports et des Loisirs, le Comité Exécutif

de la FTF a lancé un appel à candidatures restreint, exclusivement ouvert aux entraîneurs togolais. La réponse a été enthousiaste, avec de nombreuses candidatures de grande qualité reçues. Le comité de sélection, composé d'experts du football, a évalué chaque candidature sur la base des compétences, de l'expérience et de la vision du jeu proposée.

"Après un examen minutieux et des consultations avec le ministère des Sports, la FTF a annoncé que Daré Nibombé a été choisi comme nouveau

sélectionneur de l'équipe nationale. Nibombé, ancien joueur international et entraîneur expérimenté, est bien connu du public sportif togolais. La FTF exprime une grande confiance en sa capacité à insuffler une nouvelle dynamique à l'équipe et à la mener vers de nouveaux sommets", a-t-il ajouté.

Conscients des défis à venir, la FTF et Nibombé sont déterminés à travailler ensemble pour accompagner l'équipe nationale et créer les conditions nécessaires à son succès. "Nous croyons fermement dans le talent de nos joueurs et dans les capacités de Monsieur Daré Nibombé", a déclaré le président de la FTF. "Nous travaillerons sans relâche pour représenter fièrement notre pays sur la scène internationale."

Avec cette nomination, les Éperviers du Togo entament une nouvelle phase de leur parcours, animés par l'espoir et la détermination de conquérir de nouveaux sommets. Daré Nibombé aura pour mission de guider l'équipe vers la qualification pour la CAN 2025 et de continuer à bâtir une équipe compétitive pour les années à venir.

COUPE DU TOGO

ASCK s'adjuge le trophée devant ASKO

L'Association Sportive des Chauffeurs de Kozah (ASCK) a écrit une page historique en décrochant samedi au stade de Kégué son premier titre de Coupe du Togo. Les hommes du coach Jonas Kokou Komla ont triomphé 2 buts à 1 face aux "Kondona" de l'Association Sportive de la Kozah (ASKO) après prolongation, dans un match riche en émotions et rebondissements.

La rencontre a débuté avec une volonté farouche des deux équipes de s'imposer. L'ASKO, fidèle à son jeu de possession, a tenté de dicter le tempo dès les premiers instants, mais l'ASCK a su rester solide et exploitait chaque contre-attaque avec une précision chirurgicale.

Le premier coup de sort est intervenu juste avant la pause. Sur un centre anodin, Kader Gueo de l'ASKO a malencontreusement dévié le ballon dans ses propres filets à la 48ème minute, offrant à l'ASCK l'avantage psychologique au moment de rejoindre les vestiaires.

La seconde période a vu l'ASKO revenir avec une détermination renouvelée. Les joueurs du coach Amani Yao, poussés par leurs supporters, ont intensifié leurs efforts offensifs. À la 75ème minute, l'inévitable Mouchéri Tchakei bien servi a restauré l'équilibre, ravivant les



espoirs de son équipe.

Alors que le match semblait se diriger vers une séance de tirs au but, l'ASCK a trouvé les ressources nécessaires pour

forcer la décision. À la 116ème minute, Akoro Bilali a inscrit le but libérateur, sur un coup franc de Coulibaly Razak dévié par le mur de la défense adverse. Le but

de l'attaquant des Chauffeurs de la Kozah est venu couronner une performance collective exceptionnelle et a permis à l'ASCK de remporter une victoire historique. Vainqueur de la Coupe nationale, l'ASCK représentera le Togo lors des préliminaires de la Coupe de la Confédération qui démarrent dans quelques semaines.

Sama Halimou, défenseur central de l'ASCK, a été désigné homme du match de la finale. Ce prix individuel "Homme du match", décerné par Togocom, sponsor de la Coupe du Togo, récompense sa performance exceptionnelle. Malgré la pression intense des "Kondona" de la Kozah, Sama a su garder sa défense solide et faire preuve d'une remarquable maîtrise tout au long du match, contribuant grandement à la victoire historique de son équipe.

REAL MADRID

Mbappé présenté aujourd'hui à Bernabéu

Les supporters du Real Madrid ont coché la date dans leur agenda. Mardi midi, Kylian Mbappé sera accueilli à bras ouverts dans ce qui devrait être la plus grande et la plus spectaculaire présentation d'un footballeur de tous les temps. Le club madrilène n'a pas lésiné sur les moyens, avec un feu d'artifice inspiré de la récente prestation de Taylor Swift lors de sa tournée Eras Tour au stade Bernabéu.

L'heure choisie, midi pile, est quelque peu étrange. Mais cela n'a pas empêché la demande de billets d'exploser. Plus de 100.000 personnes ont tenté leur chance. Les abonnés du Real sont prioritaires. 81.000 fans pourront entrer dans le stade: avec ce nombre, la présentation de Mbappé atteindra la même ampleur que celle de Cristiano Ronaldo en 2009. Le Portugais avait alors également été accueilli par un Santiago Bernabéu à guichets fermés. La présentation d'Eden Hazard en 2019 a été suivie par 50.000 "Madridistas".

Mais le spectacle entourant la présentation de Mbappé promet d'être d'un tout autre niveau. L'attaquant français entrera dans le stade par le tunnel des vestiaires et descendra une passerelle lumineuse "à la Taylor Swift" jusqu'à une grande scène, accompagnée d'un gigantesque feu d'artifice.

Au stade, il sera accueilli par le président Florentino Pérez, l'invité d'honneur et légende madrilène José Martínez Sanchez (Pitr). Zinedine Zidane, ancien joueur

entraîneur emblématique du Real, est aussi attendu sur scène. Des moments forts de la carrière de Mbappé seront diffusés sur l'écran vidéo à 360 degrés du stade madrilène rénové. "Cela promet d'être une super présentation, un spectacle audiovisuel impressionnant qui fera le tour du monde", écrit Mundo Deportivo.

Mbappé a signé un contrat de cinq ans au Real Madrid, jusqu'en 2029, et y gagnera 15,2 millions d'euros par an, ce qui fait de lui le plus gros salaire du club. Il recevra également une prime à la signature de 78,5 millions d'euros. Juste avant sa présentation, Mbappé passera sa visite médicale. Il est ensuite attendu à Madrid au début du mois d'août, lorsque la préparation commencera. Pour que Mbappé soit le plus en forme possible au début de la nouvelle saison de Liga, Antonio Pintus, le préparateur physique du Real, s'occupera de lui comme il l'a fait avec Ronaldo. Le Français devrait faire ses grands débuts avec "Los Blancos" le 14 août, lorsque le Real affrontera l'Atalanta en Supercoupe d'Europe.



BREVES

Clap de fin pour Thomas Müller

Thomas Müller met un terme à sa carrière internationale avec l'Allemagne, éliminée en quart de finale de son Euro. Le joueur a lui-même annoncé sa décision lundi dans une vidéo postée sur YouTube.

Le champion du monde en 2014 a porté 131 fois le maillot de l'équipe nationale et inscrit 45 buts. Il aura joué ses dernières minutes lors de son entrée au jeu en quart de finale de l'Euro contre l'Espagne, match perdu 2-1 après prolongation. Avant cela, il n'avait joué que 16 minutes tout en délivrant un assist lors du match inaugural de la compétition face à l'Écosse (victoire 5-1).

Müller a débuté en équipe nationale en mars 2010 lors d'un match amical contre l'Argentine (défaite 0-1). Il a participé aux Coupes du monde de 2010 en Afrique du Sud (troisième place), 2014 au Brésil (victoire), 2018 en Russie (phase de groupes) et 2022 au Qatar (phase de groupes).

Il a également pris part aux Euros de 2012 en Pologne et en Ukraine (demi-finale), 2016 en France (demi-finale), 2021 à travers l'Europe (huitième de finale) et 2024 en Allemagne (quart de finale). Avec ses 131 sélections, il est le troisième joueur le plus capé de l'histoire allemande, derrière Lothar Matthäus (150) et Miroslav Klose (137).

"Quand j'ai commencé comme international il y a quatorze ans, je n'aurais jamais osé rêver d'autant de belles choses", a expliqué Müller dans sa vidéo. "J'ai affronté les meilleurs joueurs du monde et je veux remercier les coéquipiers fantastiques avec qui j'ai vécu des moments incroyables. J'ai toujours été très fier de représenter mon pays". Müller, sous contrat avec le Bayern Munich jusqu'en juin 2025, sera dirigé cette saison par Vincent Kompany.

Eto'o impose une obligation étonnante aux entraîneurs !

Samuel Eto'o fait à nouveau parler de lui au pays. Le président de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot) s'est signalé en imposant une obligation inattendue aux entraîneurs.

À l'orée de la saison 2024-2025, la Fecafoot a mis en place une batterie de règles à même de valoriser les championnats locaux, parmi lesquelles l'obligation d'organiser des Assemblées générales par exemple. Mais celle qui fait grand bruit concerne le code vestimentaire décrit dans la charte marketing. En effet, ce dernier impose aux entraîneurs le port systématique de veste et d'équipements officiels à l'effigie de leurs clubs respectifs. Les assistants et les autres membres des staffs techniques sont également tenus d'arborer les équipements de leurs employeurs. Cette mesure vise à améliorer l'image de marque du championnat.

Il s'agit probablement d'une première dans l'histoire des ligues camerounaises, sachant que jusqu'alors les techniciens étaient libres de venir habillés comme bon leur semble les jours de match. Néanmoins, cette décision trouve un écho favorable auprès des supporters, qui épinglent des dérapages vestimentaires notoires de la part des coaches.

En effet, il n'est pas anodin d'apercevoir ces derniers sur le banc de touche avec des maillots des clubs européens, ou étrenner des looks aussi incohérents qu'hilarants, comme souligné par un supporter du club de Canon de Yaoundé cité par Camfoot, et qui en a profité pour poser la réflexion sur l'adoption des tenues traditionnelles.

Les encadreurs coupables d'entorse au nouveau règlement seront soumis à des sanctions financières, rapporte la même source. Cette nouvelle décision d'Eto'o aura droit à son lot de plémiques sans doute. Mais en attendant, la prochaine rentrée footballistique pourrait prendre l'allure de bal costumé au Cameroun.

La Supercoupe en Arabie Saoudite

Dr Patrice Motsepe, le Président de la Confédération Africaine de Football et Son Excellence Turki bin Abdulmohsen Alalshikh, Président de la General Entertainment Authority, ont l'immense honneur d'annoncer que la ville de Riyad, en Arabie Saoudite, a été choisie pour accueillir la finale de la Supercoupe de la CAF TotalEnergies 2024.

La finale de la Supercoupe de la CAF TotalEnergies 2024 opposera Al Ahly, le vainqueur de la Ligue des Champions CAF TotalEnergies, au Zamalek SC, tenant de la Coupe de la Confédération CAF TotalEnergies. Cette finale entre les deux mastodontes du football africain se disputera le vendredi 27 septembre 2024 à Riyad en Arabie Saoudite.

La CAF précisera le lieu et l'heure du coup d'envoi du match en temps voulu.

Dr Patrice Motsepe, le Président de la CAF, a déclaré à ce sujet : "Le partenariat entre la CAF et l'Arabie Saoudite est basé sur une excellente relation et un engagement mutuel des deux parties. La CAF est ravie de travailler et de s'associer à la General Entertainment Authority. Nous attendons avec impatience la finale de la Supercoupe de la CAF TotalEnergies 2024 entre deux clubs les plus populaires et les plus prospères d'Afrique, à savoir Al Ahly et Zamalek".

M. Turki Alalshikh a déclaré : "Nous sommes ravis d'accueillir la Supercoupe de la CAF TotalEnergies pendant la Riyadh Season : Ce match représente l'un des moments phares du calendrier footballistique du continent africain et réunira deux cadors du football issus d'un pays frère, la République arabe d'Égypte : Al-Ahly et Zamalek. Nous attendons tous avec impatience cette rencontre qui tiendra à coup sûr toutes ses promesses".

La finale de la Supercoupe de la CAF TotalEnergies 2024 sera l'un des événements sportifs les plus passionnants et les plus attendus de la Riyadh Season 2024. Cela s'inscrit dans la lignée du succès de ce festival, qui a attiré de nombreux événements sportifs majeurs qui ont suscité une attention internationale considérable ces dernières années.

PROGRAMME D'APPUI À L'AGROBUSINESS ET AUX FINANCES PUBLIQUES

Ce qui est prévu durant les 2 phases d'exécution du nouveau PAAFIP

Late Pater

C'est acté. Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a été autorisé à approuver, sur les ressources du Fonds africain de développement (FAD), le prêt de 5 millions d'unités de comptes, soit 4,021 milliards de francs Cfa, en faveur du Togo pour financer la première phase du Programme d'appui à l'agrobusiness et aux finances publiques (PAAFIP-I). Le 13 mai 2024, le ministre togolais de l'économie et des finances, Sani Yaya, a envoyé la lettre qui sollicitait cet appui financier au titre de l'année 2024. Ce qui déclenche tout le nouveau programme dont les dates principales d'exécution sont : entrée en vigueur, juin 2024 ; décaissement phase 1, juillet 2024 ; clôture phase 1, décembre 2024 ; évaluation phase II, mars 2025 ; approbation phase II, mai 2025 ; décaissement phase II, juin 2025 ; et clôture des activités, décembre 2025. Chacune des deux phases aura 5 millions d'unités de comptes, soit une enveloppe globale de financement de 10 millions d'unités de comptes, sous forme de prêt.

Le Togo mise sur la transformation structurelle de son agriculture, avec la promotion des agropoles et de l'agrobusiness. Ce qui dépend largement de l'opérationnalisation du code foncier et du renforcement de la sécurisation foncière. Dans le même temps, le pays compte améliorer la gouvernance des finances publiques en élargissant l'assiette fiscale et en modernisant les dispositifs de collecte. Derrière ceci, c'est l'accroissement des ressources fiscales d'origine foncière qui est doigté, avec comme effet la réduction du déficit budgétaire (5,9% en

2023) et la réduction de l'endettement public (66,65% du PIB en 2023). Il se dit que la collecte fiscale demeure perfectible – le ratio impôts/PIB du Togo (14% en 2021) se situant loin du critère de convergence de l'UEMOA qui est fixé à 20% du PIB – et que les impôts fonciers font partie des recettes fiscales dont le potentiel est loin d'être exploité de façon optimale (0,1% du PIB à fin 2020 contre une moyenne de 0,5% du PIB en Afrique subsaharienne). L'un dans l'autre, l'Exécutif togolais a établi son lien : la sécurisation foncière devrait avoir une incidence positive sur les recettes foncières à travers l'élargissement de la base taxable et entraîner un accroissement de la production vivrière et l'amélioration de l'attractivité du Togo vis-à-vis des investisseurs nationaux et internationaux, y compris les crédits carbonés. Le PAAFIP est ainsi né. Sa préparation a démarré en 2021. Du côté de la BAD, on atteste que le PAAFIP est dans la continuité d'autres initiatives comme le Programme d'appui à la gouvernance et à la promotion de l'agrobusiness (PAGPA 2017-2019), le Projet de transformation agro-alimentaire du Togo (PTA-Togo 2018-2023), le Projet d'appui à la gouvernance fiscale (PAGFI 2016-2021), le Projet d'appui à la mobilisation des ressources et au renforcement des capacités institutionnelles (PAMOCI 2015-2020), etc.

L'objectif du PAAFIP est donc de renforcer la sécurité de la propriété foncière rurale par un accroissement des immatriculations auprès des conservations foncières, via des opérations de cartographie et de remembrement de terres, ainsi que par la déconcentration des conservations foncières. Le programme va aussi favoriser l'installation effective de nouveaux exploitants

sur les terres de l'agropole de Kara, ainsi que le développement et la diffusion de l'innovation en matière agricole. On parle de développement de modèles de contrats et l'installation de la pépinière d'entreprises. «A travers la fourniture de titres fonciers qui rendent la propriété plus sûre, le PAAFIP contribuera ainsi à l'amélioration de l'accès des femmes à la terre ainsi qu'à la promotion de l'entrepreneuriat féminin et des jeunes dans l'agrobusiness», ajoute le rapport d'évaluation du programme. En plus de renforcer la gestion des finances publiques. Ici, il s'agira d'améliorer le recouvrement des recettes fiscales afin de limiter le recours à l'endettement et assurer une meilleure gestion de la trésorerie de l'État via l'opérationnalisation du Compte Unique du Trésor (CUT) et l'augmentation de la proportion des dépenses sensibles au genre.

Dans le concret, le Programme d'appui à l'agrobusiness et aux finances publiques va soutenir, **au cours de la première phase**, la poursuite de la cartographie des terres visant au moins 140 000 hectares cumulatifs de terres rurales, à la fin de l'année 2024 ; la réalisation de la cartographie d'au moins 60 023 hectares de nouvelles terres rurales (mesure préalable) ; le remembrement d'au moins 35 000 ha cumulatifs à fin 2024 et le dialogue sur l'adoption du code foncier révisé par l'Assemblée nationale ; la mise en œuvre du plan d'action de vulgarisation du nouveau code foncier (après son adoption par l'Assemblée nationale) ; la signature de baux emphytéotiques avec au moins 4 sociétés à fin 2024 ; la mise en place effective de la pépinière d'entreprises de l'agropole de Kara (formalisation

d'un accord entre l'agropole de Kara et l'incubateur) ; le démarrage de la sélection et de l'incubation de 70 jeunes et femmes. Et **au cours de la deuxième phase**, la finalisation de la première phase du plan d'action de la feuille de route en cartographiant effectivement 300 000 hectares de nouvelles terres rurales ; le remembrement de 40 000 ha de nouvelles terres à fin 2025 ; l'adoption par le Gouvernement d'au moins cinq textes d'application (sur une dizaine de textes prévus) en vue d'opérationnaliser le code foncier révisé ; la mise en œuvre du plan d'action de vulgarisation du nouveau code foncier (fournir un rapport d'étape de la mise en œuvre du plan de vulgarisation) ; la signature de baux emphytéotiques avec au moins 8 sociétés à fin 2025 ; l'incubation et l'installation d'au moins 100 jeunes et femmes sur les zones d'aménagement agricoles planifiées (ZAAP) ; l'adoption en conseil des ministres du projet de code forestier et sa transmission à l'Assemblée nationale pour vote (déclencheur indicatif). Afin 2025, parmi les résultats attendus du PAAFIP, il y aura un cumul de 114 174 titres fonciers délivrés (dont 26% pour les femmes), contre un cumul de 87 804 en 2023. On prévoit également que les effets combinés de la sécurisation foncière et de la promotion de l'agrobusiness devraient favoriser une augmentation de la production vivrière nationale à 265.000 tonnes en 2025 (contre 82.411 en 2021), contribuant ainsi à la consolidation de la sécurité alimentaire de la population togolaise. Tout ça, c'est pour la **composante 1 «Appui à la sécurisation et à la valorisation de la propriété foncière rurale en soutien au développement de**

l'agrobusiness».

Avec sa **seconde composante «Appui à la gestion des finances publiques»**, le PAAFIP appuiera, **pour la première phase**, la finalisation du système d'information pour permettre d'intégrer les comptes des Établissements publics à caractère administratif (EPA) dans le CUT ; la réalisation du rapport par le Comité national du programme de transition fiscale et sa publication (mesure préalable) ; l'apurement à hauteur de 15% du stock de 45 000 demandes de bornage contradictoire ; l'adoption de document budgétaire sensible au genre (DBSG) par quinze (15) ministères et une (1) institution dans le cadre de la loi de finances de 2024 (mesure préalable) ; l'élaboration du rapport d'exécution du DBSG pour l'exercice budgétaire 2023. **Pour la seconde phase**, les mesures suivantes seront soutenues : adoption d'un plan d'action en vue du dépôt effectif des comptes des EPA dans le CUT (déclencheur indicatif) ; une plateforme automatisée de partage de données est en place par l'Unité de politique

fiscale (UPF) ; le stock de 45 000 demandes de bornage contradictoire est apuré à hauteur de 30% ; élaboration et adoption du manuel des procédures d'élaboration des DBSG ; élaboration des DBSG par tous les ministères et institutions dans le cadre de la loi de finances de 2025 ; élaboration du rapport d'exécution du DBSG (portant sur les dépenses exécutées) pour l'exercice 2024. À la fin, en 2025, il est attendu une pression fiscale de 15,4% du PIB contre 14,4% en 2023 grâce notamment à une meilleure gestion foncière et l'augmentation des titres fonciers délivrés par l'Office togolais des recettes (OTR).

En rappel, le Compte Unique du Trésor (CUT) permet de centraliser et de gérer, de manière efficiente, les liquidités de la sphère publique. Progressivement, son périmètre a été étendu. À fin décembre 2022, sur 118 collectivités territoriales, seules 14 déposaient leurs fonds dans le CUT. Depuis le 16 mars 2023, l'ensemble des 118 collectivités territoriales effectuent la totalité de leurs opérations à travers le CUT.

RESPRSU/COVID-19 (Projet de Renforcement de l'état de préparation du système et de la riposte d'urgence à la Covid-19)

La fin

Comme nous l'écrivions dans notre précédente édition, le projet de renforcement de l'état de préparation du système et de la riposte d'urgence à la Covid-19 (RESPRSU/COVID-19) s'est achevé en fin Juin 2024. Il a été initié par le Gouvernement en 2020 pour prévenir, détecter et répondre à la menace posée par le COVID-19 et de renforcer le système national de préparation en santé publique au Togo. Il s'agissait aussi de renforcer la capacité du pays à travers des investissements en matière d'invention d'urgence contre la COVID-19 (détection de cas, confirmation, recherche de contacts, enregistrement, rapports) ; Soutenir la prévention et à la préparation aux niveaux national et infranational.

F. Woussou

Réalizations matérielles

Pour un financement de 62 600 000 \$US soit 37, 5 milliards FCFA de la Banque mondiale, le ministère de la santé et de l'hygiène publique indique un taux d'exécution financière 75% et une exécution technique 85% du projet à fin Juin 2024 avec 1 485 636 personnes vaccinées ; l'acquisition d'un laboratoire mobile P2 et des accessoires pour la détection des cas de COVID 19 ; l'acquisition de 1 950 000 doses de vaccins J&J ; l'acquisition de 10 équipements complets de réanimation au profit du centre de prise en charge des cas COVID 19 ; l'acquisition des équipements de détection des maladies à potentiel épidémique au profit de 30 laboratoires des hôpitaux de district prioritaire ; l'acquisition d'équipements informatiques et de connectivité pour les Centres des opérations d'urgence en santé pu-

blique (COUSP) de niveau Central et régional.

Des réalisations à ce jour, on note également l'acquisition des équipements médicaux (7 246 lits d'hospitalisation ; 6 746 lits mécaniques et 500 lits électriques et accessoires pour les hôpitaux, 100 Tables d'accouchement mécaniques, 15 Appareils de radiodiagnostic mobiles) ; 225 réfrigérateurs électriques, 245 réfrigérateurs solaires pour le renforcement de la chaîne de froid ; l'achat de 06 véhicules de supervision des activités de vaccination, de 06 véhicule à Châssis pour transport des vaccins, y compris l'acquisition de 200 Générateurs de production d'oxygène, centrale de vide et centrale d'air médical ; l'acquisition 120 ordinateurs pour le renforcement du PEV et SNIS à tous les niveaux et la réhabilitation des locaux de stockage des vaccins du niveau central.

Au ministère de la santé, on fait valoir aussi la construction de 20 et

réhabilitation de 69 incinérateurs de type Mont Fort dans les formations sanitaires ; l'acquisition de 150 Motos PEV/SIMR pour les stratégies avancées de vaccination ; l'acquisition 120 ordinateurs portatifs laptop et accessoires pour les points focaux (surveillance & PEV) pour assurer la gestion des données de vaccination et l'acquisition d'ambulances médicalisées pour 07 hôpitaux.

Formations et activités de renforcement des capacités (suivi, supervision, etc.)

En plus des acquisitions, constructions et autres achats, le personnel de santé a suivi des formations et des renforcements de capacité pour faire face à la crise sanitaire. Ainsi, on a enregistré la formation de trois (03) cadres du ministère en logistique de Santé (Logivac) à l'Etranger ; formation de 45 professionnels en Épidémiologie de terrain (niveau basique et intermédiaire) à l'ESP de Lomé ; formation de 4838

vaccinateurs sur la digitalisation des données et sur les VBG/EAS/HS avec l'assistance technique des experts de la Banque mondiale ; formation des 90 techniciens de laboratoire en biosécurité, en gestion des produits dangereux et en gestion des risques d'incendies.

Il y a aussi la mise en place du mécanisme du MGP à travers la formation et l'appui au fonctionnement de 45 Comités de gestion des plaintes, Formation de 315 membres (dont 150 Femmes) de Comités de gestion des plaintes. Le renforcement des capacités des 35 services de PEC des VBG (mise en œuvre du protocole de référencement) ; l'organisation des campagnes accélérées de vaccination appuyées par des émissions radios et chaînes de télévision nationales touchant + de 5 millions de personnes sont à mettre aussi à l'actif des réalisations de ce projet.

LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

Le Togo sur la bonne voie, mais des efforts restent à faire

Etonam Sossou

Le Conseil National de Lutte contre le VIH-Sida (CNLS) a présenté le 14 juillet 2024, les résultats des 4èmes Journées Scientifiques sur le VIH/SIDA, qui se sont tenues cette semaine à Lomé. Cet événement crucial a permis de dresser un état des lieux de l'épidémie au Togo et de formuler des recommandations pour intensifier la lutte contre cette pandémie. Une des principales révélations de ces journées scientifiques est la prévalence significativement plus élevée du VIH dans le Grand Lomé comparée à l'intérieur du pays, jusqu'à la région des Savanes au nord. Cette disparité régionale souligne l'urgence de concentrer les efforts de prévention et de traitement dans la capitale togolaise.

Renforcer la décentralisation des services de santé

Les experts ont recommandé de renforcer la décentralisation des services de santé afin d'améliorer l'accès aux soins dans les régions moins affectées. Une meilleure répartition des ressources et des infrastructures sanitaires pourrait permettre une couverture plus équitable et efficace des interventions de lutte contre le VIH.

Pour combattre efficacement la maladie dans le Grand Lomé, il est crucial de mobiliser davantage de ressources financières et humaines. Les participants ont insisté sur la nécessité d'investir dans des programmes de prévention et de traitement, tout en renforçant les capacités des professionnels de santé.

La suppression de la charge virale s'est avérée être une stratégie de prévention efficace. En mettant l'accent sur cette approche, le Togo pourrait réduire significativement la transmission du VIH. Lorsque les patients parvien-



nent à une suppression complète de la charge virale, ils ne transmettent plus le virus, interrompant ainsi la chaîne de transmission.

Progrès vers l'objectif 95-95-95

Le Togo est en bonne voie pour atteindre l'objectif des 95-95-95 fixé par l'ONUSIDA. Actuellement, le pays a atteint 88% de couverture thérapeutique, avec près de 100% des personnes testées positives sous traitement, et 90% de ces personnes

ayant réussi à supprimer leur charge virale. Ces chiffres prometteurs montrent que les efforts entrepris commencent à porter leurs fruits. Vincent Pitche, coordonnateur du CNLS, a souligné l'importance de l'implication de la société civile et de la prise en charge communautaire. Ces éléments sont cruciaux pour rendre les interventions plus efficaces sur le terrain et pour contrer la propagation du VIH/SIDA. Une collaboration accrue avec les communautés locales et les organisa-

tions non gouvernementales pourrait renforcer les efforts de prévention et de traitement. «La science est dynamique et les connaissances permettent de mieux irriguer les interventions de lutte. Il faudra donc mieux planifier à partir des évidences», a déclaré Vincent Pitche. En utilisant les données actuelles pour guider les stratégies futures, le Togo peut optimiser ses efforts et maximiser l'impact de ses interventions.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

La 3^{ème} baisse mensuelle de 2024, en avril

Une baisse globale de 10,1% en janvier par rapport au mois de décembre 2023 et de 4,2% en février par rapport à janvier. Pour la troisième fois, en 2024, l'Indice de la production industrielle (IPI) a baissé, cette fois-ci de l'ordre de 6,68% par rapport au mois de mars 2024. Cette contre-performance, en avril, est tirée par la tendance baissière de l'activité des industries extractives (-8,56%) et de l'activité des industries manufacturières (-16,31%). Même en moyenne annuelle, ce sont des baisses qui sont notées dans ces deux branches d'activité : -12,59% et -6,94% (en lien avec la baisse des industries de fabrication de produits pharmaceutiques (-70,55%), de fabrication de produits chimiques (-38,55%), de métallurgie (-34,71%) et du papier et du carton (-22,76%).

Une petite consolation en avril 2024, c'est l'activité dans les industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau qui a connu une hausse mensuelle et annuelle de 23,32% et 11,28% (en lien avec l'augmentation de la pro-

duction et distribution d'électricité (+16,59%) et celle du captage, traitement et distribution d'eau de (+5,74%). La production au niveau des industries environnementales a également augmenté (+8,00%) en avril; +21,24% en glissement annuel.

En même temps que la production elle-même, globalement, les prix de production des produits industriels ont aussi baissé (-0,95%) en avril 2024. Sur l'année, l'Institut national de la statistique (INSEED) fait noter que cet indice des prix à la production industrielle (IPI) a baissé de 1,55%,

principalement imputable à la baisse des prix dans les industries extractives (-9,84%). Dans les détails du mois observé, et par rapport à mars 2024, les prix à la production ont diminué de 0,62% dans les industries extractives et de 1,43% dans les industries manufacturières. En-

fin, dans les industries de production et de distribution d'électricité et d'eau et dans les industries environnementales (activités de collecte, traitement et élimination des déchets, et récupération), les prix sont plutôt restés stables.

INSCRIPTION GRATUITE

DU 22 JUILLET AU 31 AOÛT 2024

INFOLINE +228 96000660

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Les candidates doivent:

- Être de sexe féminin et de nationalité togolaise
- Avoir obtenu son BEPC pendant l'année académique 2023-2024 au Togo
- Avoir eu une moyenne supérieure ou égale à 15/20 dans les matières scientifiques et technologiques au BEPC et en classe
- Avoir passé le BEPC une seule fois
- Fournir une copie légalisée du relevé de note du BEPC
- Fournir une pièce justificative d'identité (CNI ou carte scolaire)
- Avoir plus 16 ans au moment du concours
- Fournir une lettre de motivation dans la carrière scientifique

DU 22 JUILLET AU 31 AOÛT

INSCRIPTION GRATUITE

INFOLINE +228 96000660

DATES	RÉSULTATS			
VENDREDI 12 - 07 - 2024	LOTO MATINAL VENDREDI : 12 / 07 / 2024 TIRAGE N° 11 09H00 5 boules 60 56 20 10 51 5 boules 22 88 08 40 28	LOTO KADOO VENDREDI : 12 / 07 / 2024 TIRAGE N° 812 13H00 5 boules 80 35 39 90 60	LOTO KING VENDREDI : 12 / 07 / 2024 TIRAGE N° 54 18H00 5 boules 59 51 17 50 31	
	LOTO MATINAL SAMEDI : 13 / 07 / 2024 TIRAGE N° 12 09H00 5 boules 22 40 15 35 03 5 boules 37 19 47 54 72	LOTO SAM SAMEDI : 13 / 07 / 2024 TIRAGE N° 368 13H00 5 boules 23 14 85 41 64	LOTO BINGO SAMEDI : 13 / 07 / 2024 TIRAGE N° 55 18H00 5 boules 14 57 53 13 49	
	LOTO MATINAL LUNDI : 15 / 07 / 2024 TIRAGE N° 13 09H00 5 boules 16 78 13 76 34 5 boules 48 23 47 62 90	LOTO DIGRAMANT LUNDI : 15 / 07 / 2024 TIRAGE N° 1221 13H00 5 boules 68 71 54 89 53	LOTO GOLD LUNDI : 15 / 07 / 2024 TIRAGE N° 54 18H00 5 boules 82 46 83 07 47	
GROS LOTS DU TIRAGE N°12 DU LOTO MATINAL DU 13 JUILLET 2024 @ KPALIME # Point de vente 40050 * Un (01) gros lot de 1.250.000 FCFA GROS LOTS DU TIRAGE N°54 DE LOTO KING DU 12 JUILLET 2024 @ LOMÉ # Point de vente 60438 * Un (01) super gros lot de 1.279.500 FCFA	GROS LOTS DU TIRAGE N°54 DE LOTO GOLD DU 15 JUILLET 2024 @DAPAONG # Point de vente 10150 * Un (01) gros lot de 1.500.000 FCFA	GROS LOTS DU TIRAGE N°368 DE LOTO Sam DU 13 JUILLET 2024 @LOMÉ #Point de vente 70235 *Un (01) maxi gros lot de 4.500.000 FCFA #Point de vente 30237 *Un (01) gros lot de 1.000.000 FCFA @ADETICOPE #Point de vente 50656 *Un (01) maxi gros lot de 1.750.000 FCFA	GROS LOTS DU TIRAGE N°812 DE LOTO KADOO DU 12 JUILLET 2024 @ LOMÉ # Point de vente 30428 * Un (01) gros lot de 1.250.000 FCFA # Point de vente 60239 * Un (01) gros lot de 1.000.000 FCFA # Point de vente 60624 * Un (01) gros lot de 1.000.000 FCFA @BADOU # Point de vente 20131 *Deux (02) gros lots de 1.000.000 FCFA	GROS LOTS DU TIRAGE N°55 DE LOTO BINGO DU 13 JUILLET 2024 @LOME # Point de vente 60054 *Un (01) maxi gros lot de 4.000.000 FCFA # Point de vente 50551 *Deux (02) gros lots de 1.000.000 FCFA

Avec TMoney, j'accède à mon compte Orabank

***145*6*1*2#**



1 - vooDoo



Fonctionnalités disponibles :

- Banque vers Mobile
- Mobile vers Banque
- Mini relevé
- Solde compte



Téléchargez TMoney

Orabank Distributeur Officiel IB bank Togo en Mobile Money



togocom.tg

Avancer. Pour vous. Pour tous.

